

RÈGLEMENT No. 962

Ayant pour objet de modifier l'article 5.10 du règlement de zonage 707
pour faire en sorte qu'un certificat soit requis pour les établissements
touristiques

ATTENDU QU'en vertu des pouvoirs que lui confère la Loi sur l'aménagement et
l'urbanisme, le conseil de la Ville de Saint-Honoré a adopté un règlement de zonage portant
le numéro 707;

ATTENDU les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt de la ville de modifier le règlement de zonage
numéro 707;

ATTENDU QUE cette modification porte sur une matière susceptible
d'approbation par les personnes habilitées à voter;

ATTENDU QU'un avis de motion et un projet du présent règlement ont été
donnés à la séance régulière du conseil tenue le 5 septembre 2023;

ATTENDU QUE les membres du conseil présent déclarent avoir reçu le règlement
dans le délai prescrit et renoncent à sa lecture;

POUR CES MOTIFS, il est proposé par Valérie Roy, appuyé par Najat Tremblay et
résolu à l'unanimité des conseillers que le conseil de la Ville de Saint-Honoré adopte le
présent règlement portant le numéro 962 et qu'il soit ordonné, statué par le présent règlement
ce qui suit :

ARTICLE 1

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme si ici au long
récité.

ARTICLE 2

Le règlement numéro 707 concernant le zonage de la Ville de Saint-Honoré est
amendé de la façon décrite au présent règlement.

ARTICLE 3

Le présent règlement a pour but de modifier l'article 5.10 du règlement de zonage pour qu'un certificat d'autorisation soit requis en vue de l'exercice d'un usage d'établissement touristique.

ARTICLE 4

L'article 5.10 est modifié et se lira comme suit :

5.10 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS TOURISTIQUES DE TYPE GÎTES TOURISTIQUES, PENSIONS DE FAMILLE ET TABLES CHAMPÊTRES ET PENSIONS DE FAMILLE ET LOCATION DE VACANCES DE TYPE AIRBNB

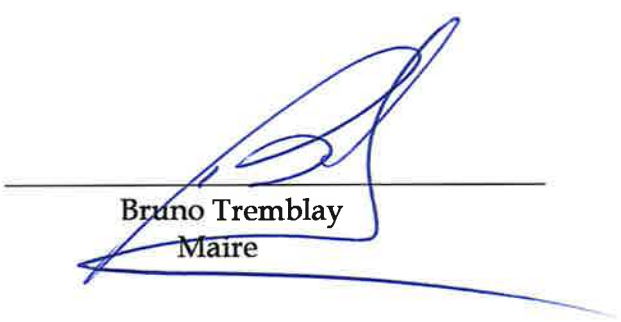
Les établissements touristiques de type gîtes touristiques, établissement de résidence principale, établissement d'hébergement touristique jeunesse, établissement d'hébergement touristique général, les pensions de famille, tables champêtres, pensions de famille et location de vacances de type Airbnb sont autorisés dans les résidences s'ils respectent les règlements provinciaux et le règlement sur les établissements touristiques.

Un certificat d'autorisation sera requis en vue de l'exercice de tels usages, aux conditions énoncées au règlement sur les permis et certificats.

ARTICLE 5

Le présent règlement entrera en vigueur et deviendra exécutoire conformément à la loi.

Lu en dernière lecture et adopté par le conseil municipal lors d'une séance ordinaire tenue le 2 octobre 2023 et signé par le maire et le directeur général.



Bruno Tremblay
Maire



Stéphane Leclerc, CPA
Greffier-trésorier et
Directeur général